Le Monde.fr



Pierre Chapard, chef de projet de l'association ASUD

"La prévention de l'hépatite C a 20 ans de retard sur le sida"

LEMONDE.FR | 19.05.09 | 19h21 • Mis à jour le 20.05.09 | 08h27

l'occasion de la Journée mondiale contre les hépatites, des associations de prévention des risques liés à la drogue ont installé à Paris une "salle de consommation à moindres risques" pour alerter l'opinion et les pouvoirs publics.

Pierre Chapard est responsable du forum consacré aux conseils de réduction des risques aux usagers de drogues sur le site Internet de <u>l'association ASUD</u> (Auto-support des usagers de drogues).

Où en est actuellement la prévention des risques liés à l'usage de drogues en France?

La politique de prévention est basée sur la réduction des risques, l'accès au soin et à la substitution ainsi que la prévention "primaire", c'est-à-dire la dissuasion de prendre les produits. Il y a des dispositifs techniques, comme les automates distributeurs et récupérateurs de matériels stériles. Il y a aussi des lieux institutionnalisés : les Caarud (centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues), qui offrent des programmes d'échange de seringues, des premiers soins et un accès aux couvertures sociales. Cela fonctionne assez bien et a montré son efficacité avec le virus du sida. Dans ce cadre, la politique de prévention a fait diminuer le taux d'overdoses et le taux de prévalence du sida : pour les "consommateurs-injecteurs", ce taux est passé de près de 30 % dans les années 1990 à 2 % aujourd'hui. Mais pour l'hépatite C, on en est au même point qu'il y a vingt ans pour le sida. Aujourd'hui, <u>le plan Hépatites</u> ne répond pas du tout à nos besoins. Il ne propose pas de nouvelles mesures de prévention alors que ça devrait être une priorité. On a l'impression de prêcher dans le désert et de ne pas être écoutés quand on dit que de nombreux usagers de drogues meurent d'hépatite.

Comment fonctionne une salle de consommation à moindres risques?

Une salle de consommation à moindres risques ressemble à un centre d'accueil où est ajoutée une salle consommation. Les usagers peuvent y prendre leur drogue, en injection, en la sniffant ou en fumant du crack ou de l'héroïne. Le tout sous la supervision d'un professionnel. Celui-ci peut prévenir le SAMU ou les pompiers en cas de problème. Dans le cadre de la prévention de l'hépatite C, il peut intervenir au plus près des pratiques et écarter les risques. En effet, le virus de l'hépatite C est beaucoup plus résistant que le VIH. Il résiste une semaine à l'air libre, du coup la réduction des risques est plus compliquée. Il ne suffit pas de distribuer des seringues mais il faut expliquer comment les utiliser, ce qui est un véritable geste technique.

Dire que ces salles vont créer des concentrations de drogués est inexact. On se rend compte au contraire que ces salles ne sont pas une incitation et ne font pas augmenter le nombre de consommateurs. Les utilisateurs les plus précaires vont dans les Caarud mais n'ont ensuite aucun lieu pour prendre leur drogue. Alors ils le font dans la rue, dans les cages d'escaliers, devant les passants, etc. Ce qui crée un stress pour la population, qui voit des gens s'injecter devant eux, qui voit les seringues par terre. Les salles de consommation à

moindres risques pacifient la relation entre le milieu urbain et les usagers de drogues.

Quels retours avez-vous des salles fonctionnant à l'étranger?

A l'étranger, cela fonctionne bien. Il faut déjà noter qu'il n'y a jamais eu le moindre mort d'overdose dans une de ces salles. Si au début certaines ont du mal à s'installer, ensuite les riverains demandent leur ouverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour qu'il n'y ait pas de retour à la rue des usagers lorsque la salle est fermée. L'impact sanitaire est considérable sur les infections au VIH et sur le nombre d'overdoses. Il y a aussi un gain économique pour la société à ne pas laisser les gens être contaminés par l'hépatite C. En effet, le traitement sur plusieurs années coûte des dizaines de milliers d'euros. Cependant, nous sommes conscients que ces salles ne suffisent pas à résoudre le problème. Il faut un ensemble de mesures comme un meilleur accès au dépistage et aux traitements, des échanges de seringue en prison.

propos recueillis par Antonin Sabot

